



Déclaration liminaire – CDEN Tarn-et-Garonne - 7 septembre 2021

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Dans la société actuelle, tout est question de prisme.

Par exemple Blanquer et Macron, par le petit bout de leur lorgnette ultra-libérale estiment qu'il suffit de dire et pas d'agir pour se satisfaire de l'état de notre Éducation plus si nationale. Qu'il suffit de marteler devant des journalistes qui ont oublié le sens du mot contradiction, qu'on est les meilleurs pour que ce soit vrai. Alors que nous, nous voyons une note de rentrée sous forme de satisfecit incompréhensible, de la comm' à outrance et un ministre totalement désengagé sauf dans la casse de l'école. Mais comment fait-il pour s'afficher aux JO, parader sans cesse dans les médias, se laisser pousser la barbe, écrire un livre dans lequel il s'autoproclame défenseur de l'ouverture à tout prix face à des enseignant.e.s timorés qui auraient voulu rester chez eux et, en même temps, préparer la rentrée. Nous savons tous que la rentrée n'a pas été si bien préparée que ça (c'est un euphémisme). Surtout quand on n'est pas abonné au Journal Du Dimanche et qu'on attend un protocole clair et adapté et une foire qui réponde aux questions.

Une laïcité, deux visions. Avant d'annoncer à la télévision que l'allocation de rentrée servait à équiper les familles bénéficiaires en écrans plats, nous avons eu droit à une leçon de laïcité teintée de racisme, à en faire pâlir la famille Le Pen et sa descendance sur plusieurs générations... Au même titre que les consonances d'un prénom ne peuvent être révélatrices d'une appartenance religieuse, le port de la barbe ne saurait être gage de sagesse et de brillance d'esprit de celui qui la porte.

Autre prisme, les solutions apportées aux problématiques marseillaises nous font penser aux saignées des médecins de Molière. Croire qu'on résout la pénurie de locaux, d'enseignant.e.s, de moyens en général en permettant le recrutement par des directeurs/trices qui n'en demandaient pas tant, c'est, au mieux de la très mauvaise foi et au pire du dogmatisme néo libéral. Une fois encore, nos dirigeants instrumentalisent les difficultés rencontrées pour saper un service public. Cette « expérimentation » (les cobayes ne disent pas merci) aura certainement vocation à se généraliser tant les mauvaises idées ont tendance à prospérer sous cette mandature.

Toujours question de point de vue, les PIAL ! Peut-être M. le DASEN nous en parlera-t-il mais nous rappelons que mutualiser les moyens à tout crin et ne plus donner d'horaires d'accompagnement cela ne permet pas un mieux qualitatif, loin de là. S'il est vrai que l'objectif est de rendre les élèves en situation de handicap autonomes (quand c'est possible car ce n'est malheureusement pas toujours le cas), ce n'est pas en diluant les interventions des collègues AESH que l'on y parvient le mieux.

Last but not least, on nous dit à chaque instance de la carte scolaire qu'oh lala lala, on perd plein d'élèves, qu'oh lala lala on a bien de la chance que l'on ne nous supprime pas

davantage de postes et pourtant, sur le terrain nous voyons bien les manques. Qui a raison ? Est-ce l'administration qui déroule des chiffres démographiques sans préciser qu'il y a plus de retraité.e.s qui partent que de stagiaires qui arrivent (des moyens en moins), que certain.e.s de nos collègues sont absent.e.s du fait de leur statut de personnels fragiles (des moyens en moins), que les dédoublements en CP et CE1 se sont fait à moyens constants (des moyens en moins) ... ? Ou bien est-ce les collègues voient au quotidien le manque de remplaçant.e.s, les effectifs chargés (certes pas partout), la multiplicité des niveaux ?

Deux visions qui s'opposent mais les personnels de terrain sont fatigués d'entendre des paroles lénifiantes quand leurs conditions de travail sont clairement dégradées (et pas que par la crise sanitaire). Il est temps de prendre en compte les difficultés rencontrées dans un département au profil social défavorisé et d'arrêter de voir de légitimes revendications comme des sempiternelles pleurnicheries. Comme on peut le voir, les raisons de se mobiliser **le 23 septembre** ne manquent pas.

Pour un plan d'urgence dans l'éducation, pour les postes, les salaires, l'amélioration des conditions de travail, le SNUipp avec la FSU, la CGT, sud éducation et FO appellent les personnels à se mettre en grève.

Merci pour votre attention.